

**Vannino Chiti:** Je vous remercie pour cette invitation, Fassino aurait voulu venir mais en ce moment il est à Milan pour un autre engagement au Global Progressives Forum. Je sais que vous avez prévu des moments de connexion et les partis socialistes européens, l'internationale socialiste discutent de ces thèmes : de politiques nouvelles contre la pauvreté. Demain ils seront ici avec une délégation à marche de la paix. Je pense, et je le pense vraiment, que le rôle des peuples est fondamental, ce que l'on appelle la "diplomatie par le bas", la participation du citoyen, parce que la participation et la conscience des citoyens change l'état des choses et déplace même les montagnes. Je suis convaincu qu'il est nécessaire de nous confronter avec continuité avec l'ONU des Peuples; c'est pour cela que j'ai trouvé intéressante la proposition qu'ont avancé les jeunes de la « Sinistra Giovanile » de Pérouse, d'un possible conseil permanent de l'ONU des Peuples et de l'ONU des Jeunes. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Je pense qu'aucun de nous peut dire d'être satisfait de comment vont les choses du monde ; les chiffres des Nations Unies disent que pendant les 15 dernières années les pauvres les plus pauvres sont augmentés de 460'000 ; il y a une prolifération des armements, des armements nucléaires et d'armements également désastreux, même s'il ne sont pas nucléaires. Aux enfants auxquels les agences internationales ne concèdent pas les fonds pour l'instruction et les soins, mais en revanche on laisse la possibilité dans tant de parties du Tiers Monde et de l'Afrique, d'avoir des armes pour tuer et pour être tué. Lorsque j'étais président de la région Toscane j'ai rencontré un Évêque du Congo qui me parlait en me faisant voir le tragique des enfants forcés à tuer et à être tué. Le monde s'habitue à la normalité de la guerre. Récemment, entre tant de désastres, celui de New Orleans nous a montré que des dizaines de millions de pauvres vivent dans la puissance plus avancée du monde et donc que l'actuel modèle de développement, n'est pas seulement tordu et injuste, mais il détruit la vie de la planète, et il ne nous donne pas de futur, il ne donne pas de futur à aucun de nous. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Il y a eu les années de la globalisation sauvage, du néo-libéralisme : il faut modifier radicalement notre approche parce que le marché est un moyen et non pas un fin. Le fin est la personne. Nous, chacun de nous, chaque personne, quelle que soit sa religion ou la couleur de sa peau est unique et nous avons le droit, d'avoir une vie juste, digne et en relation avec les autres. Si ceux-ci sont les grands objectifs (priorité à la personne, lutte à la pauvreté, vision unitaire de développement), que pouvons-nous faire ? Peut-être certaines petites choses, et quelques-unes plus grandes. Nous devons nous engager à faire certaines choses. Et si nous serons au gouvernement, nous coalition de centre-gauche, nous nous engageons pour que l'Italie rejoigne le 0,7% de son PIB pour le mettre à disposition des Pays en voie de développement. Nous maintiendrons nos engagements internationaux. Nous nous engagerons – et nous l'avons écrit dans le programme de l'Union - parce l'article 11 de notre constitution, celui qui répudie la guerre comme solution des controverses internationales, servira de guide pour la politique étrangère du gouvernement italien. Nous nous engagerons pour que la dette des Pays plus pauvres soit effacée. Nous nous engagerons pour que la Méditerranée et Afrique soient au centre de l'attention italienne, parce que je crois qu'une des tâches que nous avons, comme Italie en Europe, c'est de faire comprendre à l'Union Européenne la centralité de la Méditerranée et de la coopération avec l'Afrique. Nous nous engagerons pour que la réforme de la PAC - qui est une nécessité – et nous demanderons que l'on lève même les barrières aux produits agricoles qui viennent du tiers-monde et nous nous engagerons, à ne pas nous disputer avec l'Allemagne pour un siège à l'ONU, mais à convaincre l'Allemagne qu'il est juste qu'il y ait une réforme radicale de l'ONU, qui il y ait un siège pour l'UE dans le Conseil de sécurité de l'ONU. Pour que les Pays moins développés jouent un rôle important puisqu'ils représentent les grands continents du monde, et pour qu'il y ait un Conseil pour le développement soutenable et l'environnement. Je conclus : je pense cependant qu'il y a déjà une tâche primaire dont nous

pouvons nous occuper dans les Régions et dans les villes d'Italie - la grande partie desquelles est en ce moment gouverné par le centre-gauche -. Nous devons reconvertir les jumelages. Les temps de la Pira, ou de Capitini, qui ont fait des grands jumelages qui avaient à leur centre un non au désastre nucléaire, non au désastre de la guerre, doivent être relancés, étendus et convertis. Il est possible en mettant à la première place l'engagement et les collaborations contre les pauvretés. Avec 5 millions de vieilles liras on peut amener l'eau, meubler les crèches, construire des écoles dans les Pays pauvres. Si une Région se met en rapport avec une autre aire ou avec une autre Région du monde, on peut construire des résultats positifs et il ne peut y avoir aucune peur d'ingérences parce qu'entre Régions et Régions, entre ville et ville, la politique des États n'est pas importante. Nous devons au niveau national coopérer dans cette direction nous devons parler – et nous en parlons – du thème des immigrés. Nous ne sommes pas croyables si nous disons au monde "nous voulons une politique de citoyenneté, nous voulons que les personnes soient considérées des personnes, si les immigrés qui sont des citoyens de deuxième classe, parce qu'ils n'ont pas de droits politiques, ils n'ont pas les droits sociaux que nous nous avons. Pour cela nous avons décidé que pour les primaires, qui sont un acte volontaire – ce sont des élections avec lesquelles nous choisirons le candidat à la présidence du Conseil des Ministres de la coalition de centre-gauche -, nous faisons voter les immigrés. Voilà, nos engagements. Je sais que pour gagner les guerres, pour dépasser la violence, pour battre le terrorisme, nous avons besoin d'un tournant. C'est certainement difficile, mais c'est possible, parce que les technologies que nous avons à notre disposition nous le permettent. Il faut la volonté politique et un tournant culturel ; il y a un point à notre faveur : ce qui un temps était une utopie est devenu maintenant du réalisme de politique ; continuer sur le même chemin où nous sommes aujourd'hui serait une absurdité qui pourrait détruire la planète. Merci.